

Législatives : le PCF rejoint la Nouvelle Union populaire

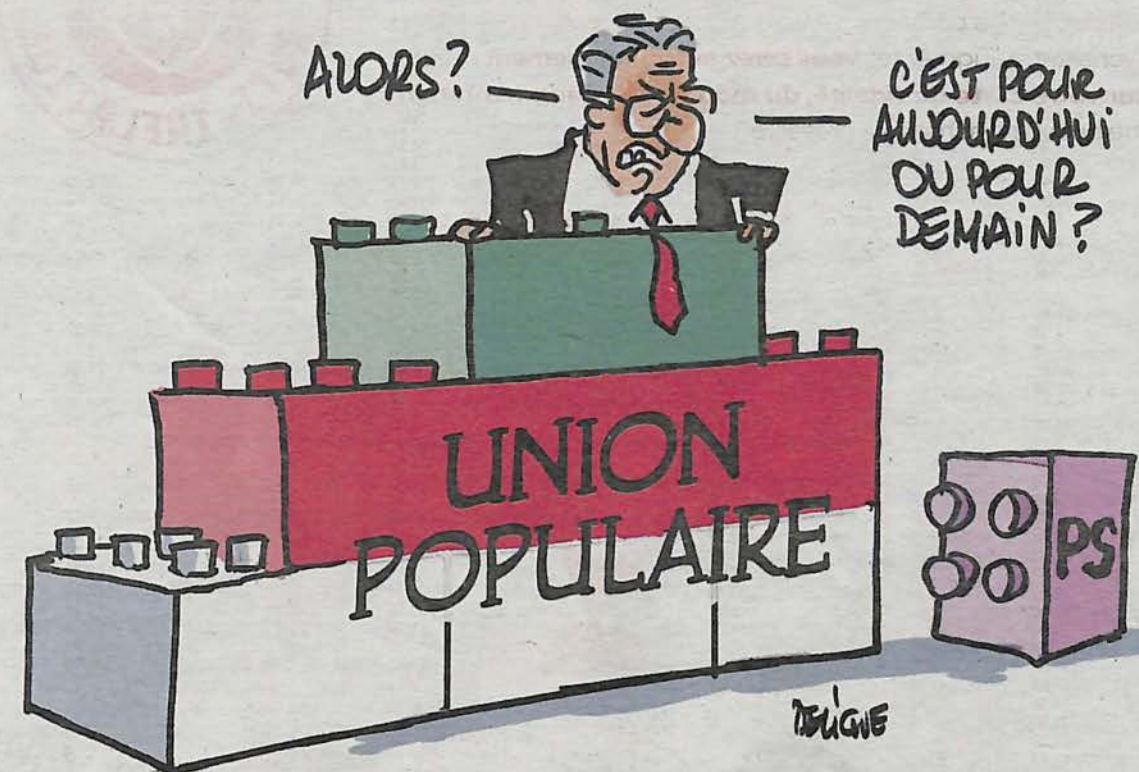
Le Parti communiste a conclu hier un accord avec les Insoumis, rejoignant les écologistes. Des « points de blocage » subsistaient hier soir avec le PS. LFI avait pourtant posé un ultimatum à la fin de journée.

« **L**e 3 mai 1936, le Front Populaire gagnait les élections législatives. Le 3 mai 2022, nous nous rassemblons au sein d'une Nouvelle Union populaire écologique et sociale », a salué hier le secrétaire national du Parti communiste Fabien Roussel. Le Conseil national du PCF a validé l'accord par 120 voix pour, 25 contre, 13 abstentions.

Smic à 1 400 euros nets, hausse des salaires, retraite à 60 ans, blocage des prix, planification écologique : les deux formations se sont mises d'accord sur de nombreux points programmatiques. Mais elles ne mentionnent pas la sortie du nucléaire, à laquelle les communistes sont opposés. Elle est pourtant mentionnée dans l'accord noué entre LFI et EELV, selon Sandra Regol, numéro 2 des écologistes.

« Ils sont un peu trop gourmands »

Selon André Chassaigne, président du groupe des députés communistes, le PCF a obtenu, à l'issue d'une négociation dure, 50 circonscriptions, dont les 11 des sortants et cinq gagnables « en conquête » : Vierzon, Dax, Denain, Creil et Lens-Avion. Avec le PS, en revanche, c'était plus compliqué hier soir. « Notre échange est cordial, mais il reste des points de blocage à la fois sur le fond mais es-



sentielle sur les circonscriptions », a déclaré le négociateur de LFI Manuel Bompard devant le siège de son parti, où ont lieu les tractations. Il a prévenu : les négociations « ne continueront pas ce mercredi. C'est la date limite qu'on s'est fixée. Ce n'est pas une date limite pour mettre la pression. Il nous faut la capacité de rentrer définitive-

ment en campagne dans de bonnes conditions ». « Ils sont un peu trop gourmands » par rapport au 1,74 % des voix obtenues par la candidate PS Anne Hidalgo à la présidentielle, a regretté le député LFI Éric Coquerel, confirmant que l'accord devait être « conclu aujourd'hui (hier) ». À 22 h 30, la fumée blanche n'était toujours pas apparue...

Un poids lourd de la macronie, issu de la gauche, croyait savoir que le PS était en train « de se faire imposer une liste de circonscriptions, entre 50 et 80 », et il n'était « pas sûr qu'ils arrivent à faire un groupe à la fin » à l'Assemblée nationale (cela nécessite au moins 15 députés). Selon lui, « LFI leur demande d'accepter de soutenir des candidats LFI ou PCF contre

des sortants PS, par exemple dans la 4^e circonscription de la Sarthe ». Dans la matinée, le chef des négociateurs socialistes Pierre Juvet avait d'ailleurs assuré que le PS se ferait « respecter ». Balayant les potentiels sujets de discorde sur l'Europe et la laïcité, il s'était réjoui de pouvoir montrer que « les gauches ne sont pas si irréconciliables que cela ».

Les dirigeants du PS ont « perdu leur boussole »

Le négociateur du NPA, Antoine Larache, a pour sa part regretté hier la présence même du PS, qui, selon lui, représente les « politiques libérales » de ces dernières décennies. Le rapprochement PS-LFI n'est pas du goût d'un courant minoritaire et de figures historiques du PS, comme François Hollande. L'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve a quant à lui annoncé qu'il quitterait le PS en cas d'accord avec La France insoumise, estimant que ses dirigeants ont « perdu leur boussole d'un socialisme républicain ». Du côté de la macronie, l'accord est vu d'un mauvais œil : le président du MoDem François Bayrou, allié du chef de l'État, a plaint « ceux qui ont exercé des responsabilités dans ce grand courant social-démocrate » et qui voient « leur parti signer la ruine de tout ce qu'ils ont voulu faire ».